L'impact des immigrants français dans l'enseignement à Montréal, 1880-1914 : le cas de la CÉCM et de Polytechnique

*French immigrants and their impact on the school system and curricula in
Montréal (1880-1914)*

Robert Gagnon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2385>

DOI : 10.4000/eccs.2385

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Référence électronique

Robert Gagnon, « L'impact des immigrants français dans l'enseignement à Montréal, 1880-1914 : le cas de la CÉCM et de Polytechnique », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-2 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2385> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.2385>

L'impact des immigrants français dans l'enseignement à Montréal, 1880-1914 : le cas de la CÉCM et de Polytechnique

Robert GAGNON
Université du Québec à Montréal

Cet article s'intéresse à ces quelques immigrants français qui ont investi les milieux scolaires à Montréal entre 1880 et 1914. S'ils ont pu jouer un rôle non négligeable, c'est notamment en raison du contexte particulier de l'époque. D'abord, le processus de laïcisation de l'école, entamé en France dans les années 1870, a amené quelques religieux français au Québec qui n'ont pas manqué d'importer, avec eux, la haine d'un État bien décidé à laïciser l'instruction publique en France. Toutes les interventions du gouvernement québécois ou des laïques dans le champ de l'éducation ont donc été jugées par ces religieux à l'aune de leurs expériences traumatisantes en France. Puis la création de nouveaux lieux de formation universitaire au Canada français, dont Polytechnique nécessita l'embauche de spécialistes en France. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que, malgré leur nombre restreint, l'impact de ces immigrants, dont nous allons suivre la trajectoire dans le champ de l'enseignement au Québec, fut assez important, du moins entre 1873 et 1914.

This paper focuses on a handful of French immigrants who worked in various teaching institutions in Montreal between 1880 and 1914. They played an important role in fashioning young Canadian minds, thanks to the particular context of the time. First, many religious men left France in the wake of the secularization of the French state in the 1870s ready to pass on their hatred of the Republic and its secular school system to their French Canadian students. Many actually resisted the Montreal school district's instructions when they felt it was too secular to their tastes. Then when higher education institutions were created in French Canada, like Ecole Polytechnique, French teachers with an engineering background were recruited. They too brought with them their French methods which they tried to impart on the French Canadian teaching system. In spite of the overall small number of French teachers in Montreal, both types, be they religious or secular profs, had an important impact on the Québec school system, at least between 1873 and 1914.

Au XIX^e siècle, l'immigration française au Québec n'a pas été l'objet d'études exhaustives de la part des historiens. Rien de bien étonnant puisque la part des Français dans le flot des immigrants qui choisissent de venir vivre sur les rives du Saint-Laurent est bien mince. N'eût été les membres des confréries religieuses qui débarquent au Québec un peu plus nombreux à partir du milieu du XIX^e siècle, grâce au travail de recrutement de Mgr Bourget, l'immigration française aurait pu passer inaperçue (LAPERRIÈRE 1996). Dans le monde de l'éducation, plusieurs de ces frères et sœurs, surtout dans la région de Montréal, vont prêter main-forte aux instituteurs et institutrices laïques au moment où le processus de scolarisation de la population québécoise est irréversiblement entamé. Quant aux laïcs français, rares sont les individus qui investissent ce champ d'activité avant 1867. L'exemple de Léopold Devisme s'avère l'exception qui confirme la règle. Ce Français, licencié de l'université de Paris, devient principal de l'Académie de Berthier au milieu du siècle. Il est par la suite recruté par l'École normale Jacques-Cartier quand celle-ci est fondée en

ROBERT GAGNON

1857. Il y enseigne le français, l'histoire de France tout comme celle de l'Angleterre et la géographie. En 1866, il quitte l'École pour œuvrer au sein du Département de l'Éducation. Il retournera en France finir ses jours (DESROSIERS 1909, 375). Si ce dernier ne marque pas l'histoire de l'école normale Jacques-Cartier ou celle du département de l'Éducation, d'autres Français joueront, eux, un rôle crucial dans le développement d'institutions scolaires entre 1880 et 1910. Cet article a pour but de jeter un peu de lumière sur ces Français qui ont marqué, d'une manière ou d'une autre, l'histoire de l'éducation à Montréal.

La naissance de la Province de Québec en 1867 aura des répercussions importantes sur la scène scolaire montréalaise, qui se feront sentir plus particulièrement à partir de la décennie des années 1870. Deux institutions montréalaises, en particulier, doivent beaucoup à cet événement qui permet, notamment, la création d'un ministère de l'Instruction publique. D'abord, la Commission des écoles catholiques de Montréal (CÉCM) peut désormais profiter d'une taxe scolaire qui en fera un acteur important de la scène scolaire montréalaise (GAGNON 1996). Puis, l'École Polytechnique de Montréal voit le jour en 1873, au sein même de la Commission des écoles catholiques de Montréal, institution dévouée pourtant à l'enseignement primaire (GAGNON 1991, 38-121). Quelques immigrants français fraîchement arrivés au Québec viendront marquer l'histoire de ces deux institutions importantes entre 1880 et 1914.

Le frère Réticius et son combat contre le laïcisme au Québec

À la Commission scolaire catholique à Montréal, le développement du réseau d'écoles de garçons dans les années 1870, grâce à la nouvelle taxe scolaire, va entraîner des polémiques qui propulseront la CÉCM et son directeur des écoles, Urgel-Eugène Archambault, tout comme l'abbé Hospice-Anthèlme Verreau, directeur de l'École normale Jacques-Cartier, au devant de la scène. En effet, après avoir construit une demi-douzaine d'écoles pour garçons dont elle confie la direction à des maîtres laïques, la CÉCM, à partir de 1878, invite les frères à assumer la direction d'écoles sous leur contrôle. Pour la première fois, la CÉCM se retrouve donc avec des instituteurs religieux qui se considèrent comme l'élite des éducateurs, mais qui reçoivent des salaires beaucoup moins élevés que ceux consentis à leurs collègues laïques. Comme la CÉCM subit les contrecoups de la crise économique de 1873, accumulant ainsi d'importants déficits, les contribuables ne tarderont pas, encouragés par les frères eux-mêmes, à s'interroger sur la pertinence de confier les écoles publiques à des instituteurs laïques grassement payés, quand on pourrait tout simplement compter sur les frères, considérés comme aussi compétents sinon plus et qui

L'IMPACT DES IMMIGRANTS FRANÇAIS DANS L'ENSEIGNEMENT À MONTRÉAL
(1880-1914)

coûtent beaucoup moins cher. La CÉCM économiserait ainsi l'argent des contribuables sans lésiner, croit-on, sur la qualité de l'enseignement prodigué aux écoliers montréalais (CROTEAU 2006).

Au cours du mois de mars 1880, la CÉCM adopte une résolution pour imposer l'uniformité des programmes d'études dans toutes ses écoles¹. Au mois de juillet de la même année, le gouvernement Chapleau fait adopter une loi qui décrète l'uniformité des livres dans toutes les écoles de la province. À partir de 1882, toute école qui n'utiliserait pas les manuels accrédités se verra refuser la subvention gouvernementale. La frange ultramontaine et les frères pourfendent cette loi et demandent son rappel parce qu'elle entraînerait, selon eux, une élimination des manuels scolaires utilisés par les communautés religieuses. C'est dans ce contexte que la CÉCM, en août 1880, envoie aux directeurs de ses écoles, de même qu'au frère Réticius, visiteur provincial des Frères des écoles chrétiennes, « une copie de la résolution sur l'adoption du cours d'études »², accompagnée d'un exemplaire de la description de ce cours et d'une lettre qui ne laisse pas de doute sur leurs intentions d'assurer l'uniformité du programme d'études dans toutes les écoles sous son contrôle. Il n'en fallait pas plus pour faire sortir de ses gonds le frère Réticius. Ce dernier, originaire de La Rochepot en Bourgogne, était directeur du noviciat de Saint-Claude près de Besançon, avant d'être nommé, en mars 1880, visiteur provincial au Canada (VOISINE 1998). À peine a-t-il foulé le sol canadien, qu'il part en croisade contre toute intervention dans le champ de l'éducation qui n'émanerait pas des autorités religieuses. Marqué par les politiques laïcistes qui s'instaurent en France, il s'est donné comme mission d'éteindre les flammes du « laïcisme », qu'il voit partout, avant qu'elles n'embrasent le Canada français tout entier.

Dès qu'il est mis au courant de la missive des commissaires, il ordonne aussitôt aux directeurs des deux écoles de frères sous le contrôle de la CÉCM de l'ignorer. Archambault informe alors verbalement les commissaires et les frères qu'il cesse la visite des deux écoles puisque ces derniers refusent d'adopter le programme d'études de la CÉCM³. Le frère Réticius ne se contente pas d'inciter les frères directeurs à ignorer les directives de la CÉCM, il choisit également d'envoyer des lettres ouvertes aux journaux et de lancer une controverse avec l'abbé Verreau dans laquelle il écorche à plusieurs reprises la CÉCM,

¹ *Livre des délibérations des commissaires (LDC)*, 10 mars 1880, Archives de la Commission scolaire de Montréal (ACSDM).

² *LDC*, 26 août 1880, ACSDM.

³ C'est ce qu'affirme sous serment Archambault lors de la Commission d'enquête Coursol en janvier 1883. Enquête royale, janvier 1883. Dépositions de M^r U.-E. Archambault, Fonds Urgel-Eugène Archambault, Fonds de la Société historique de Montréal, Archives de la Ville de Montréal.

ROBERT GAGNON

notamment sur la question de la politique d'uniformité des programmes d'études⁴.

Dans son mémoire adressé au comité catholique du CIP en 1884, le frère Réticius évoquera l'année 1880, comme celle qui a vu l'adoption de cette loi « d'une sévérité inconnue en France, en Belgique, en Prusse où le choix des livres est laissé à l'instituteur » et l'envoi de l'ultimatum de la CÉCM adressé « à nos directeurs pour la mise à exécution de ce Bill »⁵. Il est pour le moins douteux que cette loi soit aussi dommageable pour les congrégations religieuses que celles adoptées par le ministre Ferry en France entre 1879 et 1882. Par ailleurs, la directive des commissaires laissait aux frères l'utilisation de leurs livres et n'exigeait que le respect du programme de la CÉCM. Elle n'avait donc aucunement pour but l'uniformisation des livres.

Toujours est-il que l'avenir est plutôt sombre pour les instituteurs laïques à Montréal. Cette croisade ultramontaine contre eux mine leurs efforts pour améliorer leur statut social et les conditions d'exercice de leur profession. À un ami français, avocat à Besançon, qui s'insurge contre les lois du ministre Ferry, Archambault répond qu'il « connaît parfaitement la situation pénible qui est faite en France » aux congrégations religieuses par le gouvernement. Il en profite ensuite pour mettre au parfum son ami de la situation particulière qui sévit au Canada français. Archambault écrit :

Mais en vertu du principe que les extrêmes se touchent, je dois vous dire que la question de l'enseignement est, au Canada, absolument l'inverse de ce qu'elle est en France : chez nous on refuse le même droit aux laïques catholiques. L'enseignement secondaire est entièrement dans les mains du clergé; il ne nous reste donc que l'enseignement primaire qui nous est chaudement disputé par les nombreuses congrégations religieuses du pays et celles qui viennent de France s'établir parmi nous, c'est au point que nos meilleurs professeurs désertent l'enseignement du moment qu'ils peuvent trouver une situation plus lucrative.⁶

Le passage de Réticius au Québec a fait des vagues, c'est le moins que l'on puisse dire. Ces attaques contre Archambault et la CÉCM, jumelées à celles

⁴ Frère Réticius, «Réponse aux cinq lettres du R. M, Verreau», *Courrier de Montréal*, 14 décembre 1880.

⁵ Mémoire du frère Réticius, adressé aux membres du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, septembre 1884, cité par Dr Jules Archambault, *Urgel-Eugène Archambault*, Tome II, ouvrage dactylographié, 1962, p. 18, ACSDM.

⁶ Lettre d'Urgel-Eugène Archambault à Albert Vuillemet, 12 décembre 1887, Correspondances d'Urgel-Eugène Archambault, ACSDM.

L'IMPACT DES IMMIGRANTS FRANÇAIS DANS L'ENSEIGNEMENT À MONTRÉAL (1880-1914)

de certains journaux montréalais, des contribuables et de certains échevins, vont mener, en 1882, à une commission d'enquête sur les problèmes généraux de l'administration scolaire à Montréal. Cette dernière ne mettra pas fin au conflit entre les partisans de l'enseignement laïque et ceux de l'enseignement religieux. Archambault devra donc mener un combat pour la survie du premier au cours des deux dernières décennies du siècle.

Si l'immigration française au Québec ne s'est pas soldée par l'arrivée massive de Français dans le dernier quart du XIX^e siècle. Le cas de Réticius montre qu'il n'a fallu qu'un seul Français pour entraîner des répercussions importantes dans la vie culturelle et religieuse du début des années 1880. Ses interventions dans le champ de l'éducation furent largement commentées par la presse de l'époque au point d'ailleurs où des pressions de la part du clergé québécois, faites auprès de la maison mère des frères des écoles chrétiennes, ont mené au départ de Réticius du Québec. On l'a envoyé sous d'autres cieux, soit Baltimore, en 1886. En moins de sept ans, ce Français aura laissé sa marque et fait couler beaucoup d'encre en terre québécoise.

Le portrait que dresse Archambault du frère Réticius pour son ami, l'historien français Pierre Magry, en dit d'ailleurs long sur l'homme et son combat en terre québécoise :

En 1880, le parti des ultra montés [sic] recevait de France une recrue précieuse, un homme selon leur coeur qui, entre autres qualités à leurs yeux, portait l'habit religieux. Cet homme avec une facilité incontestable pour la phrase manie le sophisme et l'ironie avec une habileté vraiment voltairienne. C'est cet homme qui est le chef des ultra montés [sic] sur la question imaginaire du laïcisme au Canada.⁷

Paul Michal et l'émergence de l'enseignement des travaux manuels dans les écoles primaires de Montréal

Trente ans plus tard, la frange ultramontaine québécoise viendra encore une fois perturber la CÉCM. Cette fois-ci ne sera pas un frère des écoles chrétiennes qui sera au centre de la polémique, mais un instituteur français laïc recruté par la CÉCM pour prendre en charge l'enseignement des travaux manuels dans ses écoles.

⁷ Lettre d'Urgel-Eugène Archambault à Monsieur Margry, 23 décembre 1884, Fonds de la Société historique de Montréal, Fonds Urgel-Eugène Archambault, Archives de la Ville de Montréal. C'est Archambault qui souligne.

ROBERT GAGNON

Au tournant du siècle, la montée d'un mouvement réformiste à Montréal a des répercussions importantes sur le développement de la CÉCM qui n'échappe pas à ce courant d'idées. Depuis que les libéraux provinciaux ont pris le pouvoir en 1897, l'éducation devient rapidement une priorité au Québec, et plus particulièrement à Montréal. L'idée de ressusciter l'ancien ministère de l'Instruction publique aboli en 1875 après seulement sept ans d'existence, est âprement discutée; un mouvement pour diffuser les idées réformistes en matière d'éducation, la Ligue de l'enseignement, voit le jour en 1902. Cette dernière concentre surtout son action sur l'enseignement primaire. Elle revendique le droit d'accès à ce niveau d'enseignement pour toutes les classes de la société. C'est là, selon elle, une condition indispensable à l'émancipation collective des Canadiens français. On peut lire dans *La Patrie* que, pour la Ligue, « L'instruction populaire est devenue un facteur tellement important qu'aucun pays ne peut la négliger sans se laisser devancer par des rivaux » (RUY 1982, 349). Des membres de la Ligue se retrouvent au sein même de la CÉCM, dont six des neuf commissaires sont nommés par le gouvernement du Québec et le Conseil de ville de Montréal. Au tournant du siècle, la présence des réformistes à la Commission, tels Camille Piché, sympathisant de la loge maçonnique Émancipation, Paul-G. Martineau, échevin, le juge Eugène Lafontaine et le Dr J.-P. Décarie, n'est pas sans troubler la relative harmonie qui avait régné entre les commissaires laïcs et les religieux nommés par l'archevêché de Montréal. La question de la gratuité des livres, celle de l'instruction obligatoire ou encore celle de la centralisation scolaire à Montréal vont, par exemple, susciter des tensions entre ces deux groupes. Par ailleurs, le clan des réformistes lance plusieurs initiatives qui feront de la CÉCM une institution d'avant-garde (GAGNON 1996, 103-118). En 1905, l'une d'entre elles, l'introduction de cours de travaux manuels, mène au recrutement d'un professeur français, soit Paul Michal.

En 1904, les commissaires décident d'introduire des cours de travaux manuels. L'idée était dans l'air depuis un certain temps et ces derniers croient « que cette réforme s'impose d'une manière urgente et que tout retard serait préjudiciable aux intérêts des élèves de nos écoles.⁸ » Un professeur anglais est disponible pour les écoles anglaises, mais il faudra trouver un professeur français pour les autres écoles. Le directeur général des écoles de la CÉCM, A.D. Lacroix, demande alors à Hector Fabre, Commissaire général du Canada à Paris, de s'informer sur l'enseignement des travaux manuels en France et sur la possibilité de recruter un professeur français. Fabre s'acquitte promptement de sa tâche et recommande d'engager, au moins au début, un professeur pour un

⁸ LDC, 22 décembre 1904, ACSDM

L'IMPACT DES IMMIGRANTS FRANÇAIS DANS L'ENSEIGNEMENT À MONTRÉAL
(1880-1914)

temps limité ce qui permettrait à ce dernier de « conserver sa situation en France, prenant simplement un congé de quelques mois, et par suite d'être moins exigeant pour son voyage et séjour à Montréal.⁹ » C'est d'ailleurs Fabre qui recrute, pour les commissaires, Paul Michal, qui arrive à Montréal en novembre 1905. Ce dernier ne perd pas de temps et se met aussitôt à l'oeuvre. On transforme l'ancienne École Polytechnique, devenue cette année-là une annexe de l'Académie commerciale catholique de Montréal, pour y installer une classe de travaux manuels. Michal importe le programme de l'enseignement des travaux manuels qui a cours dans les écoles primaires parisiennes. Ce sont des élèves de 3^e, 4^e, 5^e et 6^e années qui suivent ces cours. Ce programme comprend l'étude du dessin géométrique et du travail du bois et est basé sur l'idée « que les élèves, qui sont destinés pour la plupart à des professions manuelles, doivent acquérir à l'atelier scolaire des connaissances assez générales pour qu'elles puissent s'appliquer dans les diverses industries.¹⁰ » Les premiers cours débutent en février 1906 dans six écoles de garçons de la CÉCM. Puis en septembre 1906, on instaure ce programme dans une septième école et, l'année suivante, dans deux autres écoles¹¹. On en profite alors pour engager trois professeurs dans ce domaine qui travaillent sous la direction de Michal.

Après cinq mois en terre québécoise, Michal, qui devait retourner à Paris pour reprendre son poste après un congé octroyé par la Direction parisienne de l'enseignement, se plaît tant à Montréal qu'il demande aux commissaires de prolonger son contrat sur plusieurs années et d'augmenter son salaire¹². De leur côté, les commissaires, satisfaits de leur professeur de travaux manuels, n'hésitent pas à acquiescer à ses demandes. La lune de miel entre Michal et les commissaires ne durera toutefois que quatre années.

L'archevêque de Montréal, Mgr Bruchési, veille à ce que les instituteurs laïques, hommes et femmes, se soumettent aux directives de l'Église et ne s'engagent pas dans des luttes comme celles menées par la Ligue de l'enseignement. Cette dernière, tout comme la Loge maçonnique Émancipation, est d'ailleurs dans le collimateur de l'archevêque qui réussit à reléguer aux oubliettes la Ligue grâce à une campagne bien orchestrée par les forces

⁹ Lettre d'Hector Fabre à D. Lacroix, directeur des Écoles de la Commission catholique, 6 juin 1905, ACSDM.

¹⁰ Lettre de Paul Michal aux Commissaires de la CÉCM, mars 1906, ACSDM.

¹¹ Lussier, J.-Amédée, Notes historiques sur l'enseignement des travaux manuels à la Commission de écoles catholiques de Montréal, travail dactylographié, 6 pages, 28 décembre 1943, ACSDM.

¹² Lettre de Paul Michal aux Commissaires de la CÉCM, mars 1906, ACSDM. Michal se plaît, en effet, à Montréal puisqu'il écrit : « Messieurs, après 5 mois passés dans votre belle ville... »

ROBERT GAGNON

ultramontaines. Ce regroupement des forces progressistes en faveur de l'enseignement primaire s'éteint en 1904, deux ans seulement après sa création.

La Loge, elle, ne perd rien pour attendre. Elle essuiera bientôt les foudres de Mgr Bruchési et Paul Michal en sera l'une des principales victimes. En effet, après la tenue du Congrès Eucharistique, en 1910, qui ravive la ferveur catholique à Montréal, l'archevêque de Montréal frappe un grand coup. Après qu'un membre de l'Action catholique de la jeunesse canadienne, Albert-J. Lemieux, ait fait circuler la liste des membres de l'Émancipation qui paraît ensuite dans le journal *Le Devoir*, Bruchési en profite pour mettre au pas les instituteurs laïques. L'archevêque s'indigne, en effet, de découvrir les noms de quelques instituteurs de la CÉCM dans cette liste, dont celui de Paul Michal. Il exige alors la démission de ces instituteurs qui serviront d'exemples pour tous les autres. Le président de la CÉCM et chancelier de l'archevêché, le chanoine Émile Roy, ordonne une enquête pour savoir si d'autres instituteurs montréalais ne feraient pas partie de la loge maçonnique. Au mois d'octobre 1910, il recommande, lors d'une réunion des commissaires, de congédier Michal et quatre autres professeurs (trois de dessin et un de travaux manuels). Ils sont remerciés de leurs services quand tous les commissaires, à l'exception du juge Lafontaine et du Dr Décarie, entérinent cette décision. Ces deux derniers qualifient d'injuste et d'illégal la recommandation du président Roy (HEAP 1986, 646). Michal et les professeurs poursuivent alors la CÉCM pour bris injustifié de leur contrat. Le procès n'a pas lieu puisque la CÉCM, pour « acheter la paix », consent à verser une indemnité à Michal afin qu'il puisse retourner en France avec sa famille¹³. Le passage de ce migrant français aura cependant laissé des traces durables sur l'institution catholique. En effet, bien que l'enseignement des travaux manuels subisse un dur coup après le départ de son directeur et d'un professeur, l'œuvre de Michal se poursuit. En 1917, avec la centralisation scolaire et l'annexion de plusieurs municipalités scolaires, les cours de travaux manuels se multiplient dans les écoles montréalaises¹⁴.

Les professeurs français à l'École Polytechnique de Montréal au XIX^e siècle

En ce qui concerne Polytechnique, plusieurs néo-Québécois d'origine française graviteront autour de cette institution qui naît dans la décennie 1870. D'abord, en 1872, la CECM inaugure l'Académie commerciale catholique de Montréal, qui sera rapidement connue sous le nom de l'Académie du Plateau et dont le directeur n'est nul autre qu'Urgel-Eugène Archambault, celui là même qui aura maille à partir avec le frère Réticius au début des années 1880. Il ne

¹³ LDC, 28 juin 1911, ACSDM.

¹⁴ Lussier, J.-Amédée, *op. cit.*, p. 2, ACSDM.

L'IMPACT DES IMMIGRANTS FRANÇAIS DANS L'ENSEIGNEMENT A MONTRÉAL
(1880-1914)

s'agit que d'une école primaire qui offre deux années post-primaires. L'émergence d'une formation en génie civil doit beaucoup à cette nouvelle école fondée par les commissaires catholiques. Urgel-Eugène Archambault qui n'a pas froid aux yeux, réalise ce tour de force de convaincre les commissaires d'écoles et le ministre de l'Instruction publique de créer, en 1873, une école polytechnique au sein de son Académie. Appelée tout d'abord École scientifique et industrielle, elle est rebaptisée École Polytechnique de Montréal en 1876 (GAGNON 1991, 19-121).

Au début de l'année 1873, le principal de l'Académie du Plateau fait une rencontre qui sera décisive pour réaliser son rêve de fonder une école d'ingénieur. Charles Pfister, un Alsacien d'origine, qui a parcouru plusieurs états américains sans jamais y faire fortune comme il l'avait espéré, a atterri finalement à Montréal à l'automne 1870. Bien qu'il n'ait aucun diplôme d'enseignement supérieur, il a alors décroché un emploi, un an plus tard, comme professeur de français et de sciences au Collège Masson de Terrebonne. Si l'on en croit son *Journal intime*, il aurait alors eu l'idée d'y «commencer un cours de mathématiques et de sciences appliquées» (PFISTER 1931, 348-378). Les dirigeants du collège n'ont pas osé le suivre dans cette voie. Pfister aurait alors, selon ses dires, fait part de son projet à Archambault. La proposition ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd. En fait, c'est Pfister qui concoctera le premier plan d'étude de Polytechnique et deviendra par la suite son premier professeur, poste qu'il ne quittera qu'en 1908.

Si Pfister jouit d'un certain prestige auprès d'Archambault au cours des trois premières années, l'Alsacien d'origine perd de son ascendant auprès du principal de Polytechnique au profit d'un autre Français, Émile Balète. Ce dernier a fait ses études au Collège militaire de Saint-Cyr. Déçu de la tournure que prend sa carrière après la défaite française et l'aventure de la Commune, il songe un temps à entrer chez les Jésuites. Après mûre réflexion, il opte plutôt pour l'exil. Il arrive au Canada en 1872 (MAURAUULT 1924, 16). Comme les professeurs de mathématiques francophones sont alors une denrée rare, Archambault le sollicite pour enseigner l'algèbre, la géométrie et la trigonométrie à Polytechnique en 1874. Balète enseignera également la géographie et l'économie sociale. En 1875, Frédéric André, lui aussi Français d'origine est engagé pour enseigner les mathématiques aux élèves du cours préparatoire et à ceux de première année. On s'aperçoit, en effet, très tôt des lacunes en mathématiques des élèves inscrits aux études de génie. Au cours des dix premières années, Polytechnique n'aura que quatre professeurs à temps plein dont trois sont des Français d'origine. Qui plus est, ces trois Français auront une carrière d'une longévité assez exceptionnelle. Pfister et Balète enseignent

ROBERT GAGNON

jusqu'en 1908 et André donne des cours jusqu'à l'âge de 78 ans, c'est-à-dire jusqu'en 1919. La personnalité forte et autoritaire de l'ancien militaire Balète, jumelée à ses antécédents scolaires, aura tôt fait de le propulser à la direction de l'École lorsqu'est créé, en 1882, le poste de directeur des études. Nul doute que sans l'apport de ce triumvirat français, Polytechnique aurait pu difficilement assurer la formation du génie au Canada français, du moins à ses tout débuts.

Au XIX^e siècle d'autres immigrants français joueront un rôle dans le développement de cette institution de haut savoir qui peine alors à survivre au Canada français. En fait, tout francophone qui possède alors une formation supérieure scientifique, est appelé à croiser, à cette époque, la seule école scientifique franco-catholique en Amérique du Nord et, comme peu de Canadiens français en sont dotés, ce sont des Français qui seront sollicités. C'est le cas d'Édouard Gaston Deville, originaire de la région de la Loire qui, après avoir fréquenté l'école navale, s'enrôle dans la Marine française comme hydrographe. En 1874, il immigré au Canada et commence peu après à travailler comme arpenteur et astronome au Québec. Très rapidement, il gravit les échelons jusqu'au poste supérieur d'inspecteur des levés de la province. En 1880, il commence à travailler au ministère de l'Intérieur puis, l'année suivante, il est nommé inspecteur du Système d'arpentage des terres fédérales (JARRELL 2005). C'est à ce titre qu'il aidera Archambault à placer quelques finissants de l'École dans la Fonction publique fédérale. Il faut dire que Deville est aussi le beau-fils du principal protecteur de Polytechnique à l'époque, soit Gédéon Ouimet l'ancien premier ministre et ministre de l'Instruction publique considéré comme un des fondateurs de Polytechnique et qui, dans les années 1880, occupe le poste de surintendant de l'Instruction publique.

Un autre Français d'origine jouera aussi un rôle dans l'histoire de Polytechnique. Il s'agit de Joseph Obalski, originaire de Nantes, qui débarque au Québec en 1881. Il s'oriente vers la carrière d'ingénieur minier. Il obtient un diplôme de l'École nationale supérieure des mines de Paris en 1877 et complète sa formation par des cours en génie. Le premier ministre de la province de Québec, Joseph-Adolphe Chapleau, en voyage de repos en France au cours des mois de juillet à septembre 1881 le rencontre lors de sa traversée de retour et lui offre alors un emploi comme ingénieur des mines de la province (VALLIÈRES 1998). Obalski accepte et, dès le mois de novembre, il est en poste au département des Chemins de fer, dont Chapleau est le titulaire, malgré le fait que les activités minières relèvent du département des Terres de la couronne. Archambault lui offre aussitôt un poste de professeur à Polytechnique. Obalski refuse mais consent à donner des cours de géologie, de minéralogie et

L'IMPACT DES IMMIGRANTS FRANÇAIS DANS L'ENSEIGNEMENT À MONTRÉAL (1880-1914)

d'exploitation minière¹⁵. Cet ingénieur enseignera jusqu'en 1888 et est à l'origine de l'enseignement minier à Polytechnique. La brillante carrière d'Obalski dans la fonction publique québécoise amènera le principal de Polytechnique à le nommer professeur honoraire dans l'espoir qu'il revienne donner des cours lorsque les circonstances s'y prêteront ce qui n'arrivera jamais.

En 1885, Alexandre Bonnin, un ancien de l'École centrale des arts et manufactures, se joint au corps professoral. Il est d'abord engagé pour remplacer Obalski, mais il enseignera d'autres matières comme la géométrie descriptive et la thermodynamique. Dans les années 1890, Bonnin rédige un rapport pour vérifier la faisabilité d'un pont à Québec (L'HÉBREUX 1986, 26). À son départ de Polytechnique en 1899, il fonde une école de préparation scientifique et il est alors remplacé par un autre Français, lui aussi, issu de l'École centrale des arts et manufactures, Charles Lelau. Arrivé de France, où il était inspecteur de l'exploitation du chemin de fer du Nord, Lelau occupera successivement les chaires de physique, de mécanique, d'hydraulique, de résistance des matériaux, des ponts et des chemins de fer jusqu'à son départ à la fin des années 1920¹⁶. Quant on sait que le nombre de professeurs de Polytechnique est de 7 en 1900 et de 20 en 1910, on mesure assez bien l'importance de ces professeurs français dans le développement de l'enseignement du génie au Canada français.

Les professeurs français à l'École Polytechnique de Montréal au début du XX^e siècle

Pour Polytechnique, le début du XX^e siècle marque l'entrée dans une nouvelle ère. La construction d'un premier immeuble et l'augmentation des subsides gouvernementaux galvanisent les nouveaux dirigeants. De nouveaux programmes sont inaugurés, des laboratoires sont construits, le corps professoral est renouvelé (GAGNON 1991, 125-175). L'engagement de professeurs français continuera sous les auspices des nouveaux dirigeants. Cette fois-ci, cependant, on ne se contentera pas de profiter des immigrants français déjà sur place, on privilégiera une stratégie plus active, en envoyant en France des délégations pour recruter les spécialistes dont on a besoin.

La création d'une section d'architecture incite ainsi les dirigeants de Polytechnique à engagé un professeur français pour prendre en charge ce

¹⁵ Lettre de J. Obalski à Urgel-E. Archambault, 6 décembre 1884, Archives de l'École Polytechnique de Montréal (AÉPM).

¹⁶ Dossier de Charles Lelau, AÉPM.

nouveau lieu de formation. Le supérieur de Saint-Sulpice à Paris. M. de Folville, agit en éclaireur et déniche Max Doumic, diplômé de l'École des Beaux-Arts de Paris¹⁷. Ernest Marceau, nouveau principal de Polytechnique, et Honoré Gervais, membre de la Corporation de Polytechnique, vont le rencontrer à Paris. Doumic arrive à Montréal en 1907 et met sur pied la section d'architecture. Marceau et Gervais recrutent également Emile Dulieux, diplômé de l'École Polytechnique de Paris, qui enseignera la géologie, la minéralogie, l'exploitation des mines et la métallurgie. Doumic se brouillera cependant avec le directeur des études, le Belge Alfred Fyen, et quitte le Canada en 1909. Il est remplacé par un autre diplômé de l'École des Beaux-Arts de Paris, le Français Jules Poivert. Quant à Dulieux, il met sur pied le laboratoire des mines de la Province au sein même de Polytechnique et engage un compatriote, le Gascon Calixte Bousquet, ancien essayeur de la Monnaie de Paris, pour l'aider dans cette tâche. La direction de l'École continue, par ailleurs, à profiter de l'arrivée au Québec de Français issus des universités ou écoles françaises. Elle recrute ainsi Jean Flahault en 1908, diplômé de l'université de Lille, qui prend en charge la physique et la chimie. Pendant la Grande guerre, Polytechnique continuera poursuivra cette stratégie en ajoutant à son corps professoral deux autres Français, Louis Bourgoin et Paul LeCointe, tous deux issus de l'École des ponts et chaussées. Bref, même si la proportion des Français au sein du corps professoral n'est pas celle que l'École affichait à ses débuts (en raison surtout du nombre de plus en plus élevé des enseignants), il n'en demeure pas moins que les professeurs français constituent un groupe relativement important qui a laissé sa marque au sein de l'institution et qui ont continué à perpétuer l'enseignement prodigué dans les écoles de génie françaises.

Les préjugés des étudiants canadiens-français envers les professeurs français

Comme on l'a vu, à la veille de la Grande Guerre, la cohorte des professeurs français est assez importante. Comment les étudiants canadiens-français ont-ils vécu cette cohabitation avec ces professeurs issus d'une culture non pas tant étrangère, qu'idéalisée par l'élite franco-québécoise ? La rencontre entre Québécois et Français a occasionné par le fait même, des déceptions et des incompréhensions de part et d'autres. Les préjugés envers les Français de France, ces «maudits Français», comme on se plaît quelquefois à les nommer dans cette province française d'Amérique, ont-ils eu cours dans les couloirs de Polytechnique dès les premières décennies du XX^e siècle ? Il est difficile de

¹⁷ En fait, on demande à Folville de recruter un professeur d'architecture et un professeur de géologie et d'exploitation des mines.

L'IMPACT DES IMMIGRANTS FRANÇAIS DANS L'ENSEIGNEMENT À MONTRÉAL
(1880-1914)

répondre à ces questions en raison des sources plutôt rares qui pourraient aider l'historien à jauger les jugements de valeurs populaires et surtout péjoratifs. Or, nous avons trouvé un document qui indique peut-être que ces jugements ne datent pas d'hier et qu'ils étaient présents au début du siècle dernier.

Depuis la fin du XIX^e siècle, il existe une tradition à Polytechnique qui est celle du banquet annuel des étudiants qui permet aux anciens, aux professeurs et aux élèves de raviver leur esprit de corps. L'organisation en est confiée au conseil étudiant élu par les élèves. L'élément majeur de ce banquet, qui atteste bien souvent de sa réussite et de son éclat, est la conception d'un menu humoristique. Les étudiants ne s'appliquent pas seulement à donner des formules originales à leurs menus. Ils s'ingénient aussi à le rédiger en y insérant des remarques, calembours ou notes, parfois malicieuses et satiriques, qui visent toujours le corps professoral. Or à la veille du banquet de 1914, la direction de l'école signale aux membres du conseil étudiant qu'ils ne pourront plus faire allusion dans le menu de leur banquet aux professeurs en particulier et à l'École en général. Le soir du 24 janvier, le banquet a lieu. Un menu est distribué à chaque convive. Les directives de l'École sont respectées. Toutefois après que tous les étudiants, professeurs, anciens et invités se soient attablés, un deuxième menu fait son apparition, le *Menu des hommes libres*¹⁸. Bien que des professeurs québécois n'échappent pas à l'humour mordant des étudiants, ce sont les professeurs français et le directeur belge qui sont les cibles privilégiées des jeunes humoristes. En voici quelques extraits.

Extrait 1

Ces hors-d'œuvre sont IMPORTÉS, frais et indigestes.
—Ah ! tiens les professeurs !...

Extrait 2

N.B. pour le Gascon : Prière	1. Consommé avec mangé
de ne pas confondre	2. Double avec deux fois
	3. Gascon avec Bousquet

(Extrait du cours de métallurgie)

¹⁸ *Menu des Hommes libres*, Hôtel Windsor, 24 janvier 1914, AÉPM.

ROBERT GAGNON

Extrait 3

POIS VERTS À LA MENTHE
OU
L'AMANTE DE POISVERT

Extrait 4

Elle se prostitue cette Écôôôlle !
Émile Balète (1830-1908)

Extrait 5

En Frrrrrance, nous avons le RRRhin, le RRRhône et
la Seine; le Saint-Laurrrrent, c'est un p'tit pays !
(Paroles textuelles de M. Dulieux, au cours de géologie, en 1908).

On peut voir, dans ces extraits, que les étudiants de Polytechnique ne ménagent pas leurs professeurs originaires de France. Le premier extrait, bien qu'il vise également d'autres enseignants, cible surtout ces derniers puisque pratiquement tous les professeurs d'origine étrangère sont Français, même si le directeur Alfred Fyen est Belge. Il semblerait donc que le style d'enseignement de ceux qui ont fait leurs études en France indispose quelque peu les jeunes Polytechniciens. Le deuxième extrait exprime, peut-être, l'agacement des étudiants envers l'hyper correction linguistique du Gascon Calixte Bousquet, un trait caractéristique du « maudit Français » dans la pensée populaire. L'extrait 3 n'est pas sans rappeler la réputation des Français comme amants et tombeurs des dames dont les rédacteurs du controversé *Menu* avaient sûrement entendu parler. Le quatrième extrait évoque le souvenir de l'ancien directeur de Polytechnique, originaire des Pyrénées et décédé six ans plus tôt. À en croire les étudiants, l'ancien militaire français ne ménageait pas ses effets quand il était question de rappeler à l'ordre les élèves. Quant au dernier extrait, il confirme sans nul doute que le stéréotype du « maudit Français » avait bien cours chez les Polytechniciens en herbe. Les paroles du professeur Dulieux ont bel et bien été interprétées par ceux-ci comme une attitude condescendante envers l'ancienne colonie française, attitude caractéristique, selon eux, des Français.

Conclusion

Comme on a pu le voir, quelques immigrants français ont investi les milieux scolaires à Montréal entre 1880 et 1914. S'ils ont pu jouer un rôle non

L'IMPACT DES IMMIGRANTS FRANÇAIS DANS L'ENSEIGNEMENT À MONTRÉAL (1880-1914)

négligeable, c'est notamment en raison du contexte particulier de l'époque. D'abord, le processus de laïcisation de l'école, entamé en France dans les années 1870, a amené quelques religieux français au Québec qui n'ont pas manqué d'importer, avec eux, la haine d'un État bien décidé à laïciser l'instruction publique en France. Toutes les interventions du gouvernement québécois ou des laïques dans le champ de l'éducation ont donc été jugées par ces religieux à l'aune de leurs expériences traumatisantes qui les avaient obligés d'ailleurs à s'exiler. Au début du XX^e siècle, la loi Combes en France, qui sanctionnait définitivement la séparation des Églises et de l'État, a suscité une deuxième vague d'immigration de religieux français au Québec. C'est dans ce climat qu'à Montréal Mgr Bruchési a pu intensifier sa surveillance du personnel enseignant laïque. Les radicaux, telles la Ligue de l'enseignement et la Loge maçonnique Émancipation, furent les premiers groupes dans la mire de l'archevêque. Le directeur de l'enseignement des travaux manuels à la CÉCM, le Français Paul Michal, est ainsi devenu l'une des principales victimes de cette chasse aux sorcières orchestrée par l'archevêché montréalais.

Ensuite, la création de nouveaux lieux de formation universitaire, dont Polytechnique au Canada français, a nécessité des spécialistes francophones absents alors au Québec. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que, malgré leur nombre restreint, l'impact de ces immigrants, dont nous avons suivi la trajectoire dans le champ de l'enseignement au Québec, fut assez important, du moins entre 1873 et 1914. En effet, la proportion des Français dans le corps professoral de Polytechnique fut toujours assez grande et constitue une bonne mesure de l'influence qu'ils ont eue sur l'émergence et le développement de la première école francophone d'ingénieurs au Québec. À un point d'ailleurs que les étudiants de Polytechnique en ont fait les têtes de Turcs d'un de leurs fameux banquets.

Bibliographie

CROTEAU, Jean-Philippe. 2006. *Le financement des écoles publiques à Montréal. Deux poids, deux mesures*. Thèse de doctorat. UQAM.

DESROSIERS, Adélard. 1909. *Les écoles normales primaires de la Province de Québec et leurs œuvres complémentaires*. Montréal : Arbour & Dupont.

GAGNON, Robert. 1996. *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*. Montréal : Boréal.

ROBERT GAGNON

GAGNON, Robert. 1991. *Histoire de l'École Polytechnique de Montréal*. Montréal : Boréal.

HEAP, Ruby. 1986. *L'Église, l'État et l'enseignement primaire public catholique au Québec, 1897-1920*. Thèse de doctorat en histoire. Université de Montréal.

HEAP, Ruby. 1982. «La Ligue de l'enseignement (1902-1904) : héritage du passé et nouveaux défis ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. XXXVI, 3.

JARRELL, Richard A. 2005. «Deville, Édouard» *Dictionnaire biographique du Canada*. Volume 15. Québec et Toronto : Presses de l'Université Laval/Toronto University Press.

LAPERRIERE, Guy. 1996. *Les congrégations religieuses. De la France au Québec, 1880-1914*. Tome 1. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval.

L'HEBREUX, M. 1986. *Une merveille du monde : le Pont de Québec*. Québec, La Liberté.

MAURAUULT, Olivier. 1924. *L'École Polytechnique de Montréal*. Montréal : Revue trimestrielle canadienne.

PFISTER, Charles. 1931. «Journal intime». *Revue trimestrielle canadienne*. 68, décembre. p. 348-378.

VALLIERES, Marc. 1998. «Joseph Obalski» *Dictionnaire biographique du Canada*. Volume 14. Québec et Toronto : Presses de l'Université Laval/Toronto University Press.

VOISINE, Nine. 1998. «Gonnet, Louis, dit frère Réticius» *Dictionnaire biographique du Canada*. Vol. XIV. Québec et Toronto : Presses de l'Université Laval/Toronto University Press.

Sources consultées

Courrier de Montréal, 14 décembre 1880

Dépositions de M^r U.-E. Archambault, Enquête royale, janvier 1883, Fonds Urgel-Eugène Archambault, Fonds de la Société historique de Montréal, Archives de la Ville de Montréal.

L'IMPACT DES IMMIGRANTS FRANÇAIS DANS L'ENSEIGNEMENT A MONTRÉAL
(1880-1914)

Dr ARCHAMBAULT, Jules, *Urgel-Eugène Archambault*, Tome II, ouvrage dactylographié, 1962, p. 18, ACSDM.

Fonds de la Société historique de Montréal, Fonds Urgel-Eugène Archambault, Archives de la Ville de Montréal.

Livre des délibérations des commissaires (LDC), 10 mars 1880, Archives de la Commission scolaire de Montréal (ACSDM).